



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service environnement forêt sécurité routière
Unité nature

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA
NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES**

Perpignan, le

02 JAN. 2023

**Compte-rendu de la réunion du jeudi 24 novembre 2022 sous la présidence de
Yohann MARCON, secrétaire général de la préfecture**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-quatre novembre, la commission départementale de la nature des paysages et des sites dans sa formation spécialisée « des carrières » s'est réunie en préfecture.

Participaient à cette réunion :

Dans sa formation spécialisée des carrières

1^{er} collège

M. Frédéric ORTIZ, direction départementale des territoires et de la mer ;
M. Thierry ROUSSET, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

2^{ème} collège

M. Philippe FOURCADE, maire d'Espira de l'Agly ;

3^{ème} collège :

M. Claude GUISET, association Charles Flahault ;
M. Mathieu MAURY, chambre d'agriculture

4^{ème} collège

M. Jérôme FAVARIO, Provençalé, exploitant de carrières ;
M. Sébastien LAFARGUE, société CMSE, chez d'agence matériaux ;
M. Jean VAILLS, béton 66, utilisateur de matériaux

Avaient donné pouvoir :

M. Laurent BAUBY, syndicat des propriétaires forestiers à M. Claude GUISET, association Charles Flahault.

Le secrétariat était assuré par Mme Magali VIDAL, de la direction départementale des territoires et de la mer.

M. le président de séance remercie les membres de la CDNPS pour leur participation à la réunion de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Le quorum étant atteint, la commission départementale de la nature des paysages et des sites procède à l'examen de l'affaire inscrite à l'ordre du jour de la séance.

Formation spécialisée « des carrières » :

1- Projet de schéma régional des carrières

Rapporteur : M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Résultat du vote : Avis favorable à la majorité

2 abstentions

Pour le Préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Yohann MARCON



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service environnement forêt sécurité routière
Unité nature

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES (CDNPS)

Perpignan, le

02 JAN. 2023

Annexe 1 au compte rendu de la réunion du 24 novembre 2022

1- Projet de schéma régional des carrières

Rapporteur : M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

M. ROUSSET présente sur la base du rapport établi par son service le projet de schéma régional des carrières.

Il indique que le SRC est un document de planification sur 12 ans qui vise à définir un bon approvisionnement du marché en matériaux et en substances de carrières pour le BTP, l'industrie et la construction plus traditionnelle en pierre de taille ou ornementale.

Après avoir rappelé les textes fondateurs, l'état des lieux, les différentes étapes d'élaboration du document, il présente une prospective sur les scénarios d'approvisionnement, les hypothèses d'évolution des besoins en granulats, en minéraux industriels, en roches ornementales et de construction à l'horizon 2031 précisant que quelque-soit la famille d'usage, des renouvellements, extensions ou créations de nouvelles carrières seront à prévoir pour assurer une réponse aux besoins.

Il évoque la situation pour le département des Pyrénées-Orientales par bassin de vie précisant une autonomie assez faible pour le bassin des Pyrénées catalanes avec l'objectif de maintenir son autonomie actuelle ; un bassin excédentaire pour la Plaine du Roussillon avec un point d'inflexion autour de 2025 et la nécessité de maintenir son autonomie actuelle à minima dans l'intérêt de l'équilibre du secteur sud-est de l'Occitanie.

Après avoir décliné les orientations, objectifs, mesures et modalités de suivi, il propose aux membres de donner une suite favorable au projet de schéma régional des carrières d'Occitanie.

M. MARCON remercie le rapporteur pour sa présentation. Il note que le document est compatible avec l'ensemble des schémas directeurs et qu'il s'agit d'un document global qui à partir d'un état des lieux présente une analyse prospective sur l'évolution de la production. Il pose la question de l'origine du déficit pour les Pyrénées-Orientales.

M. ROUSSET évoque la nécessité de renouveler, d'étendre ou de créer de nouvelles carrières dans l'avenir pour éviter le déclin.

M. VAILLS souligne la nécessité d'affirmer dans le SRC, l'intérêt public majeur de l'approvisionnement en matériaux de carrières au regard des exigences liées aux demandes de dérogations espèces protégées et au regard des bassins déficitaires. Il soulève les points de blocage récurrents sur les dossiers.

Il demande si cette notion peut être inscrite dans le document.

M. ROUSSET rappelle l'intérêt de production et la nécessité de fonctionnement des carrières. L'intérêt public majeur en tant que tel, n'est pas l'axe prioritaire de l'élaboration du schéma et ne sera pas traité dans le document. La démonstration de l'intérêt spécifique devra être motivée au montage des dossiers d'extension ou de création de carrières.

M. VAILLS fait remarquer les difficultés à renouveler les arrêtés préfectoraux. Les associations de protection de l'environnement attaquent systématiquement les dossiers.

M. GUISET s'interroge sur la notion d'intérêt public majeur et la spécificité des granulats.

M. LAFARGUE fait remarquer que même la production de béton basique va devenir une particularité avec la fermeture des carrières.

M. FAVARIO ajoute que le secteur d'exploitation est bloqué. Il rappelle la procédure contentieuse de 2015 relative à l'annulation de l'arrêté préfectoral accordant une dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées dans le cadre de la réouverture d'une carrière sur le territoire. Il fait remarquer combien l'activité est pourtant nécessaire.

M. ROUSSET indique que le document de schéma régional des carrières doit permettre de garantir les gisements. L'urbanisation ne pourra se développer que dans les zones identifiées au PLU.

Aux interrogations de M. GUISET sur le recyclage des matériaux, M. ROUSSET précise que l'objectif est de passer de 7 % à 12 % de recyclage dans les prochaines années.

M. LAFARGUE fait remarquer que même si l'intérêt est de recycler, tous les matériaux ne sont pas recyclables.

M. VAILLS soulève les problèmes de déchets sauvages dans le département.

M. FOURCADE rappelle tout l'intérêt d'une réflexion globale par bassins de vie, des distances à parcourir par rapport aux zones de chalandises. Il fait remarquer que le schéma tient compte des mesures environnementales.

M. MARCON demande si les membres ont d'autres observations.

M. MAURY indique que la chambre régionale d'agriculture a été sollicitée en août dernier dans le cadre de l'élaboration du schéma. Celle-ci regrette que le décret 2022-763 du 29 avril 2022 relatif à la nomenclature relative à l'artificialisation des sols pour la fixation et le suivi des objectifs dans les documents de planification et d'urbanisme classe les surfaces concernées par des activités extractives de matériaux en exploitation comme des surfaces non artificialisées, au même titre que des surfaces à usage de production agricole et alimentaire. Elle regrette le manque de concertation en amont des projets.

M. MAURY remet à Mme VIDAL le courrier de la chambre régionale d'agriculture afin de l'annexer au PV de séance.

M. VAILLS demande à annexer également au compte rendu de la CDNPS, une note produite par l'UNICEM relative au SRC qu'il remet également à Mme VIDAL.

M. ROUSSET insiste sur l'importance de créer et d'étendre des carrières afin de maintenir une ressource disponible au regard des délais de procédure.

M. VAILLS rappelle la lourdeur des délais d'autorisation d'une carrière.

En l'absence d'observations complémentaires, M. MARCON propose aux membres de passer à la délibération

Résultat du vote : Avis favorable à la majorité des voix
2 abstentions

Pour le Préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Yohann MARCON

THE
LIBRARY OF THE
MUSEUM OF MODERN ART

1000
MUSEUM OF MODERN ART
111 W. 57th St. New York 19, N.Y.

Monsieur Etienne GUYOT
Préfet de la Région Occitanie
1 place Saint-Etienne
31028 TOULOUSE CEDEX 9

N/Réf : 36/DC/PG/MV

Auzeville, le 07 novembre 2022

Objet : Consultation sur le projet de Schéma Régional des Carrières

Monsieur le Préfet,

Par courrier du 08 août, vous avez sollicité l'avis de la Chambre régionale d'agriculture sur le projet de Schéma Régional des Carrières.

Après consultation des Chambres départementales d'agriculture de la région et en accord avec les avis formulés par notre réseau lors des Commissions Départementales de la Nature, des Paysages et des Sites sollicitées sur le projet de Schéma Régional des Carrières, je vous adresse les éléments suivants :

1. Nous regrettons vivement que le décret 2022-763 du 29 avril 2022 relatif à la nomenclature de l'artificialisation des sols pour la fixation et le suivi des objectifs dans les documents de planification et d'urbanisme classe les surfaces concernées par des activités extractives de matériaux en exploitation comme des surfaces non artificialisées, au même titre que des surfaces à usage de production agricole et alimentaire. En effet, le retour à l'agriculture de ces surfaces n'apparaît pas systématiquement et les Chambres d'agriculture ne sont pas concertées.
2. Nous demandons fermement qu'il soit inscrit de façon explicite dans le projet de SRC, que lors des créations de carrières, lors des reconductions d'exploitation ou lors des fins d'activités la Chambre d'Agriculture du département concerné soit systématiquement associée en amont du projet et pour son élaboration, et non juste au moment de la consultation.
3. Remarques sur l'Atlas des cartes enjeux Agriculture :
 - a. Part de la SAU sur la superficie communale : à actualiser avec le RGA 2020
 - b. OTEX = 2010, à actualiser avec le RGA 2020
 - c. Nombre d'établissements d'industries alimentaires, de boissons et de produits du tabac = à partir de SIRENE 2018
 - d. GIEE : rajouter l'ensemble des Collectifs d'Agriculteurs engagés dans la Transition AgroEcologiques (CATAE) : réseau DEPHY, Groupes 30.000

.../...

Siège et site d'Auzeville
24, chemin de Borde Rouge
BP 22107 - Auzeville
31321 Castanet Tolosan Cedex
Tél : 05 61 75 26 00
Fax : 05 61 73 16 66
Siret : 130 021 603 00019
Email : accueil@occitanie.chambagri.fr

Site de Lattes
Mas de Saporta
Maison des agriculteurs
CS 30012
34875 Lattes Cedex
Tél : 04 67 20 88 63
Fax : 04 67 20 88 73
Siret : 130 021 603 00027

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 3/01/1924
Siren : 130 021 603
APE 9411Z

<https://occitanie.chambre-agriculture.fr>

- e. Localisation des PAT labellisés : actualiser la liste des PAT. Par exemple pour le département de l'Aude, il n'est mentionné que celui porté par la ville de Castelnaudary. Rajouter les PAT du Département, PAT Carcassonne Agglo, PAT Haute-Vallée de l'Aude, PAT Castelnaudary et Lauragais Audois (reconnus par le ministère niveau 1) voir <https://rnpat.fr/projets-alimentaires-territoriaux-pat/presentation-banque-pat/carte-interactive/>
- f. AOP (viticoles, fromagères, ...) : à actualiser des données INAO les plus récentes, notamment concernant la récente AOP Huile d'olive du Languedoc reconnue en 2020 ; et élargir à l'ensemble des signes de qualité (IGP, AOP, autres signes de qualité...)

Pour l'ensemble de ces motifs, nous émettons à ce jour un avis réservé sur le projet de Schéma Régional des Carrières.

Toutefois, et ayant reçu formellement la lettre de consultation le 14 septembre 2022, nous sollicitons un délai complémentaire jusqu'à fin janvier 2023 pour appréhender l'ensemble des conséquences de ce nouveau schéma sur les organisations départementales préexistantes et ainsi pouvoir formuler des observations complémentaires.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'expression de ma haute considération.

Le Président



Denis CARRETIER



Présentation en CDNPS du Schéma Régional des Carrières Occitanie

16 septembre 2022

Les points positifs

- **L'étude économique** avec la prise compte des données GERP et UNICEM qui a conduit à un important travail pour évaluer au mieux l'état actuel de la situation et les perspectives par bassin à l'échéance de 2031 a bien démontré qu'un non-renouvellement de la ressource autorisée (prolongation-extension des sites autorisés ou création de nouveaux sites) conduirait à moyen terme à une pénurie de matériaux et des conséquences directes sur l'activité des bassins.
- L'identification des **bassins en tension** (rouge), des bassins approvisionnés (vert) ou en vigilance (orange).
- L'intérêt porté sur les matériaux secondaires, notamment les matériaux recyclés, soutenu par une profession engagée qui souhaite une juste prise en compte de la ressource disponible et de l'usage spécifique de ce type de matériaux,
- Le **scénario tendanciel** retenu à l'horizon 2031 (1B), avec des besoins stables et une augmentation de la ressource secondaire en matériaux,
- La **prise en compte de la notion d'activité de proximité** en ce qui concerne la production de matériaux au regard du mode de transport et de son empreinte carbone.

- La création d'un **Observatoire des matériaux**, qui sera le lieu pour des portés à connaissance, pour le suivi du SRC, la production et l'actualisation de données, l'estimation des besoins complémentaires liés à des chantiers exceptionnels, ...
- La rédaction équilibrée sur les **déchets inertes**, qui doit être actualisée avec l'entrée en vigueur de la REP au 1^{er} janvier 2023, et la création d'éco-organismes dédiés (*à ce titre l'éco-organisme ECOMINERO doit être cité aux côtés de VALDELIA en page 25 du document Orientations du SRC*).
- Les **gisements de granulats d'intérêt particulier (GGIP)** qui sont une bonne chose dans ce qu'ils pourraient recouvrir pour assurer un accès à ces gisements. Leur définition précise, leur caractérisation, voire leur localisation restent à trouver. *Nous demandons qu'ils soient définis **AVANT** l'approbation du Schéma.*
- **Privilégier les renouvellements et extensions** à la création de nouvelles carrières.

Les points de discussions

- Le SRC doit aller plus loin dans l'affirmation de l'**intérêt public** de l'approvisionnement en matériaux de carrières au regard des exigences liées aux demandes de dérogations espèces protégées mais aussi aux enjeux de planification portés par les documents d'urbanisme :
 - L'absence de références et de propositions sur le sujet des **espèces protégées et l'intérêt public majeur** est un manque flagrant de l'actuel projet de SRC. Nous demandons que figure l'indispensable besoin de renouveler les réserves de matériaux pour l'aménagement de nos territoires, ce qui correspond bien à la conclusion du scénario retenu pour la satisfaction des besoins futurs. L'intérêt public des sites de carrières dépasse le seul enjeu majeur d'approvisionnement des marchés en granulats. En effet, les sites de carrières contribuent significativement à l'économie circulaire, à l'accueil, à la valorisation et au recyclage des déchets inertes. **C'est d'autant plus vrai dans les bassins de consommation présentés comme critiques (en rouge dans la cartographie). Ne pas signifier d'intérêt public en matériaux dans ces bassins déficitaires serait renier les conclusions du SRC. C'est indispensable.**
 - En complément de la mise en place des Gisements d'Intérêt National et Gisement d'Intérêt Régional (GIN et GIR), la définition des Gisement de Granulats d'Intérêt Particulier (**GGIP**) avant l'approbation du SRC est indispensable car elle participe à la reconnaissance de l'intérêt public de l'activité de production de granulats. Etant bien entendu, et il faudra veiller à bien le souligner dans le SRC, qu'un gisement non identifié par le SRC en Gisement d'Intérêt (GIN, GIR,

GGIP) doit quand même être identifié par les documents d'urbanisme et des carrières autorisées pour son exploitation.

- L'assurance d'une réelle **mise en compatibilité des documents d'urbanisme** avec le SRC ne nous semble pas suffisamment garantie. L'un des objectifs du SRC est de préserver l'accès aux gisements exploitables et d'intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire. Pour ce faire, les SCOT, ou en l'absence de SCOT, les PLU ou PLUi, devront être rendus compatibles avec le SRC. Or la consultation des EPCI et SCOT sur le projet de SRC a montré que certains d'entre eux ne percevaient pas forcément cette exigence. En complément de la définition des GGIP, l'orientation visant à privilégier le renouvellement et l'extension de sites existants pourrait être objectivée sous forme cartographique.

Ainsi, on pourrait utilement s'inspirer de la mise en place de ZIG (Zones d'Intérêt Granulats) autour des sites existants telle qu'elle est proposée par le projet de SRC Grand-Est. L'affichage de telles zones d'intérêt aurait l'avantage de mettre clairement en évidence les secteurs dans lesquels une discussion locale doit être engagée par les EPCI, communes et structures porteuses de SCOT, pour garantir localement l'atteinte de l'objectif poursuivi par le SRC.

→ Le SRC pourrait utilement s'inspirer de la rédaction des SDC de l'ex-Languedoc-Roussillon sur le volet des **grands chantiers**. Voir SDC Hérault – Partie F) 1.2. : Orientations en matière d'approvisionnement des grands travaux.

→ Sur l'artificialisation, nous approuvons la rédaction du SRC :

« Selon les termes du décret n°2022-763 du 29 avril 2022 relatif à la nomenclature de l'artificialisation des sols pour la fixation et le suivi des objectifs dans les documents de planification et d'urbanisme, les surfaces naturelles nues (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral), y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation, sont considérées comme non artificialisées. »

Cependant, nous avons une lecture différente **sur la non-comptabilisation** des surfaces de carrières dans le calcul de consommations d'ENAF. La DREAL écrit :

« Pendant la première tranche de 10 ans prévue par l'article 194 de la loi no 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, les objectifs de réduction porteront sur la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. »

Nous demandons une clarification sur le volet consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers, la rédaction actuelle laissant la porte à des interprétations différentes alors que les positions UNICEM et Ministère sur le sujet sont, à notre connaissance, totalement en phase : pour la période 2021-2031, les carrières ne sont pas considérées comme consommatrices d'ENAF.

Propositions de compléments

- Dans les documents « Orientations » (partie G – Synthèse des enjeux, sous-partie 1 – Enjeux techniques, sociaux et économiques), « Etat des lieux » (Sous-partie 4.6 - Des entreprises au cœur des territoires, pour soutenir l'économie locale) et « Notice » :

Il nous semble indispensable de citer **l'étude menée par la CERC Occitanie** sur les retombées socio-économiques des industries de carrières et matériaux en Occitanie (hors MIF) et de l'annexer à l'un des documents SRC cités.

Lien utile : <https://www.cercoccitanie.fr/etudes-et-publications/activite-de-la-filiere/empreinte-socio-economique/industrie-des-carrieres-et-materiaux>

- Les **GGIP** ne sont pas cités dans le document « Notice ». C'est un manque qu'il convient de palier.
- Dans les documents « Orientations » (Objectif 2.1 : Intégrer dans la commande publique ou privée des exigences en matière de gestion des déchets de chantier ou en matière de recours aux ressources secondaires pour l'approvisionnement dans leurs marchés », « Etat des lieux » (Sous-Partie 4.7 - Recyclage et économie circulaire) et « Notice » :

Il nous semble indispensable de citer **l'initiative GECO** (Granulats de l'Economie Circulaire en Occitanie) qui vise à promouvoir la valorisation des matériaux inertes et encourager leur réutilisation. Développé par la Fédération Régionale des Travaux Publics (**FRTTP**), l'Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de construction (**UNICEM**), le Syndicat des Entreprises de Déconstruction, Dépollution et Recyclage (**SEDDRe**) et l'Union Nationale des Entreprises de Valorisation (**UNEV**), avec le soutien de l'**ADEME** et de la Région Occitanie et l'appui de plusieurs intercommunalités, le label GECO répond à quatre objectifs principaux :

- préconiser l'utilisation préférentielle de matériaux recyclés sur les chantiers routiers et à terme pour l'ensemble des usages possibles.
- assurer une communication adaptée auprès des différents prescripteurs publics et privés.

- favoriser la confiance entre les producteurs de granulats alternatifs et les utilisateurs, dont en particulier les maîtres d'ouvrages publics.
- garantir la disponibilité des produits labellisés « GECO », grâce à un maillage satisfaisant de points de vente.

Le label vise à renforcer la confiance des prescripteurs publics et privés en leur apportant :

- des garanties normalisées sur la qualité des produits recyclés proposés ;
- une connaissance fiable de l'offre de granulats recyclés dans leur environnement.

Le label est attribué sur la base d'un audit réalisé par des bureaux d'études dument formés et agréés pour accompagner les exploitants de plateformes de production et recyclage de granulats de matériaux inertes engagés dans la démarche.

Avis de l'UNICEM :

En conséquence, bien que nous regrettions pour la bonne compréhension du lecteur le manque de pédagogie dans l'expression du besoin en matériaux pour l'aménagement du territoire, l'UNICEM se prononce **favorablement** à la proposition du SRC Occitanie, **sous réserve** de l'ajout effectif des points de discussions évoqués. Nous relevons également l'exigence d'une relecture croisée des différents documents constitutifs du SRC afin de gommer des contradictions internes préjudiciables à sa bonne compréhension. Cela vaut notamment pour la hiérarchie des données de l'environnement qui figure dans l'état des lieux et celle qu'on retrouve dans le document orientations.

En conclusion, nous souhaitons plus particulièrement mettre en évidence l'indispensable prise en compte du SRC dans les documents d'Urbanisme. L'ensemble des ressources doit être inventorié et considéré au regard du besoin du bassin concerné et de la nécessaire solidarité entre les territoires.

En ce qui concerne plus particulièrement les granulats, le développement des granulats recyclés encouragés par la profession, ne suffira pas à satisfaire les besoins tant en termes de quantité et qualité. C'est pour ces raisons qu'il faut d'une part prévoir des Gisements d'Intérêt Régional pour les bassins de production importants pour les besoins locaux les plus significatifs et d'autre part reconnaître leur intérêt public faute de quoi la qualité des dossiers, des mesures de compensation et de la concertation locale ne suffira pas à faire valoir l'intérêt général.

